

Après le sommet européen

samedi 29 octobre 2011, par [WILNO Henri](#) (Date de rédaction antérieure : 25 octobre 2011).

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'en connaissons pas le résultat exact. Mais les aspects essentiels sont déjà clairs :

- recapitalisation des banques pour une centaine de milliards d'euros ;
- restructuration de la dette grecque : tout en maintenant leurs exigences antisociales, les gouvernements de l'Union européenne prennent acte du fait qu'un remboursement total est impossible ;
- renforcement du Fonds de stabilisation censé voler au secours des États en faillite.

Malgré les divergences, il y aura un accord sur plusieurs de ces points. Nicolas Sarkozy, qui parle jeudi 27, pourra dire qu'un cadre a été créé pour sortir la zone euro de sa crise mais que, malheureusement, comme la croissance ralentit, il faut que les Français fassent un effort supplémentaire pour préserver le « AAA ».

En réalité, comme après les sommets précédents, rien ne sera réglé et la spéculation a désormais en ligne de mire l'Italie. D'ores et déjà, les financiers exigent de la France un taux d'intérêt supérieur à celui de l'Allemagne. La croissance économique baisse aux États-Unis et en Europe. Les gouvernements européens naviguent à vue, d'où des divergences entre États encore exacerbées par les postures de Sarkozy qui veut tout ramener à lui.

La seule perspective de ces gouvernements est une austérité encore renforcée. Hollande s'inscrit pleinement dans cette orientation : en 2013, déficit réduit à 3 % et dette payée rubis sur l'ongle. Quitte à mettre au rancart un projet socialiste déjà dérisoire. Et la première visite à l'étranger de Hollande a été pour le Premier ministre espagnol dont la politique a fait passer à 22 % le nombre de ménages vivant sous le seuil de pauvreté. Cet aplatissement devant les marchés durera tant que les peuples ne feront pas entendre leur voix.

Dans ce contexte, le rôle de la vraie gauche, c'est de dire « nous n'en serons pas et nous résisterons ». Il faut virer Sarkozy.

Mais si Hollande passe, il ne faudra soutenir d'aucune façon, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement, une politique d'austérité. C'est le sens de la candidature de Philippe Poutou. Mais le NPA fera en sorte que le rassemblement le plus large se réalise en ce sens.

Henri Wilno

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 121 (27/10/11).*

Mercredi 21 septembre 2011

C'est un vrai scandale qui en dit long sur les objectifs politiques de l'Union européenne. Suite à une décision de la Cour de justice de l'Union européenne, le « Programme d'aide aux plus démunis » (PEAD) risque fort de diminuer de façon drastique, de 76% en 2012, et de se réduire à une peau de chagrin.

De 480 millions d'euros elle passerait à 113 millions d'euros, mettant en danger l'activité des banques alimentaires et des associations servant des repas aux pauvres des pays membres dont le nombre ne cesse d'augmenter du fait de la crise économique.

En France, cette aide, qui existe depuis 1987, représente le tiers des besoins des associations et la récente enquête de l'INSEE a montré que la pauvreté en 2009 avait fait un bond en avant. Dans d'autres pays, les banques alimentaires sont dépendantes de l'aide européenne dans une fourchette allant de 50 à 90%.

Réduire des trois-quarts le montant de l'aide c'est supprimer autant de repas servis.

Aujourd'hui, le blocage reste complet et la décision est remise à un mois.

Ainsi, les pouvoirs politiques en place qui volent au secours des banques en leur distribuant des milliards d'euros sont prêts à affamer les millions de pauvres, victimes de la crise.

Il faut stopper cette menace qui pèse sur l'aide alimentaire. Dans l'immédiat, il faut la maintenir en l'état.

Mais, la seule solution durable c'est un emploi stable pour toutes et tous et un SMIC à 1600 euros net, ce qui implique une autre répartition des richesses.

Le 21 septembre 2011.

COMMUNIQUÉ DU NPA. SOMMET SARKOZY-MERKEL : UN CRAN DE PLUS DANS L'AUSTÉRITÉ.

Mardi 16 août 2011

Sans surprise, le sommet franco-allemand débouche sur la réaffirmation de l'austérité.

La sinistre « règle d'or » est confirmée, elle doit être adoptée par les 17 pays de la zone Euro avant l'été 2012. Cette règle d'or est l'inscription dans la constitution de l'obligation de voter des budget à l'équilibre, l'interdiction des déficits. Mais, comme à l'occasion de ce sommet N. Sarkozy et A. Merkel annoncent l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés entre la France et l'Allemagne, où cet impôt est plus faible, il est clair que l'équilibre budgétaire de la France ne viendra pas d'une augmentation de l'impôts sur les sociétés. Sarkozy continue ainsi son coup de force pour graver l'austérité dans le marbre. Ce qui est clairement visé, c'est une réduction des dépenses publiques, un nouveau rabotage des droits sociaux.

Sarkozy et Merkel annoncent la mise en place d'un « gouvernement économique européen » ils veulent faire croire qu'il vont reprendre la main alors que leur politique est tout entière celle d'une soumission volontaire aux banques et autres fonds spéculatifs. Sarkozy parle avec des trémolos dans la voie de l'axe franco-allemand et il rêve à haute voix, dans la suite de la contre réforme des

retraites, d'appliquer ici, la même politique qui a provoqué une baisse brutale des salaires et des allocations en Allemagne.

Ce sommet est une nouvelle provocation, une provocation à construire une mobilisation populaire convergente dans toute l'Europe contre l'austérité, pour refuser de payer la crise du capitalisme, pour l'annulation de la dette.

Il y a urgence à arrêter cette machine infernale qui va broyer la vie des peuples pour satisfaire les banques et le patronat.

Le 16 août 2011

COMMUNIQUÉ DU NPA. UN PLAN D'AIDE AUX USURIERS DE LA FINANCE CONTRE LES PEUPLES DE GRÈCE ET D'EUROPE

Vendredi 22 juillet 2011

Contrairement au satisfécit que s'octroient Merkel et Sarkozy, le plan décidé hier au sommet européen n'écarte en rien la menace de faillite de l'Etat grec ou des autres pays d'Europe qui sont aussi menacés à cause de l'ampleur de leur dette publique. Ce plan, loin d'exiger la moindre contrepartie des banques privées, est une nouvelle fuite en avant financière au seul profit des créanciers, des usuriers, de la Grèce, qui spéculent sur la dette publique des Etats.

Concocté sous l'égide des Sarkozy, Merkel, de la BCE et du FMI, avec la participation de dirigeants des principales banques européennes, le plan donne toute satisfaction à ces dernières. C'est à elles qu profite la plus grosse partie des 158, 6 milliards d'euros prévus dans le paquet de sauvetage qui leur permettra de continuer à encaisser le tribut qu'ils font payer aux populations européennes, grecque en premier lieu par le biais du marché de la dette. Les banques pourront en effet échanger de la dette grecque dépréciée contre des obligations garanties par le fonds européen de solidarité financière (FESF) qui aura la possibilité d'acheter des titres de la dette. Les Etats et la BCE se portent garants de la défense des intérêts des banques privées ! Ce sera aux populations de payer la note.

L'Allemagne et la France se félicitent de l'accord de l'ensemble des Etats européens pour transformer le FESF en une sorte de Fond monétaire européen dont les « aides » seront assorties de plans d'austérité toujours plus durs. Sous leur égide se construit l'Europe des banques, l'Europe des plans d'austérité, de la régression sociale.

Les Bourses et les marchés financiers européens ne s'y sont pas trompés en saluant par la hausse ce nouveau plan. Pour les travailleurs et les peuples d'Europe, il ne peut être question d'accepter l'austérité pour sauver les profits des prédateurs de la finance. Il faut mettre fin à la soumission des Etats aux banques privées et pour cela annuler la dette publique. Le premier pas dans ce sens pourrait être l'exigence d'un moratoire immédiat du remboursement de la dette et des intérêts et la mise en place d'un audit sur celle-ci sous contrôle des salariés et de la population.

Montreuil le 22 juillet 2011.

